

## INTRODUCTION

Écrire sur la politique menée par Emmanuel Macron un peu plus d'un an après son élection est à la fois peu original et risqué. Peu original car les commentaires et les ouvrages le concernant ne manquent pas, c'est le moins que l'on puisse dire. Risqué car porter un jugement carré voire définitif sur sa présidence peut légitimement être considéré comme prématuré. C'est d'autant plus vrai que l'année écoulée aura été confuse. Le mois de juillet 2018, celui de la ténébreuse « affaire Benalla », aura marqué à cet égard une forme d'apothéose. Un an auparavant, en juillet 2017, Emmanuel Macron avait invité Nicolas Sarkozy à l'Élysée. À l'issue de cette rencontre de courtoisie, l'ancien président de la République avait commenté devant quelques proches : « Tout cela se terminera en farce. » Il avait néanmoins complété par ces mots : « Si ce n'est pas le cas, il faudra bien admettre que c'est un génie. » C'est à Karl Marx que l'on doit la comparaison fameuse entre les deux Bonaparte, le premier incarnant la dimension tragique de l'Histoire, le second – Napoléon III – n'ayant été qu'une « farce ». Souvent comparé à Bonaparte,

Emmanuel Macron, affichant sa reconnaissance du mérite et de l'effort, mais couvrant les agissements d'un hâbleur violent en charge de sa sécurité, ne serait-il en fin de compte qu'une copie modernisée de «Badin-guet», chef d'un Empire qui fut une période faste sur le plan économique, mais fut aussi le règne des parvenus et des cyniques?

Précisons bien qu'au stade où nous en sommes, tout jugement définitif serait prématuré.

Certes, les cent premiers jours d'un mandat électoral sont souvent présentés comme cruciaux, certains affirmant même qu'il ne se passe guère de choses après. François Hollande avait en son temps plus ou moins adopté cette théorie des «Cent-Jours» en demandant à Laurent Fabius de faire un calendrier-programme des débuts de sa présidence. Emmanuel Macron sait néanmoins à quoi s'en tenir, puisqu'il a assisté depuis son poste de secrétaire général adjoint de l'Élysée à l'enterrement du document de 350 pages mis au point par Laurent Fabius. Quoi qu'il en soit, Emmanuel Macron a cinq ans devant lui, si bien que ce qui n'a pas été fait après dix-huit mois de pouvoir peut encore l'être et les erreurs commises peuvent encore être corrigées.

Si nous nous sommes pourtant engagé dans l'aventure d'un livre portant à la fois bilan et recommandation, enthousiasme et déception sur ce qui s'est passé depuis le printemps 2017, c'est que nous avons appelé sur un plan intellectuel ceux que nous désignons sous le vocable de «gauche feuillante» à s'unir et à se préparer à prendre le pouvoir dans un contexte d'affaiblissement des

mouvements que nous avons qualifiés respectivement de « montagnards » et de « brissotins<sup>1</sup> ».

Près d'un an et demi après la victoire électorale éclatante de celui que nous avons identifié comme le champion potentiel du combat feuillant, il paraît utile, pour ne pas dire indispensable, de faire le point car, si des choses positives ont été faites, il nous semble que la politique menée depuis l'élection d'Emmanuel Macron, véritable tourbillon de transformations (et non de réformes pour reprendre le distinguo subtil auquel il semble tenir) annoncées, reste néanmoins superficielle. Entraînant le pays dans une danse rapide, multipliant les chantiers, Emmanuel Macron affiche clairement une préférence pour la « thérapie de choc » face à ce qu'il est convenu d'appeler la « stratégie d'Horace » ; c'est-à-dire qu'il a décidé de mener de front plusieurs réformes, quitte à devoir affronter une coalition même hétéroclite des oppositions plutôt que, comme le fait Horace dans la célèbre pièce de Corneille, défaire l'un après l'autre chacun des Curiaces qu'il doit combattre. Chacune de ces deux méthodes a ses partisans, les avantages et les inconvénients de l'une et de l'autre ayant donné lieu à une abondante littérature sur l'art de la réforme. N'étant pas Horace mais carrément Jupiter, Macron a donc fait du désormais célèbre « en même temps » le symbole de son action politique.

---

1. Jean-Marc Daniel, *Le Socialisme de l'excellence, combattre les rentes et promouvoir les talents*, François Bourin, 2011 ; *id.*, *Valls, Macron, le socialisme de l'excellence à la française, Pour un manifeste feuillant*, François Bourin, 2016.

La traduction dans l'action présidentielle de cette formule est la combinaison de deux attitudes. En petit comité, Emmanuel Macron multiplie les paroles consensuelles afin de séduire, voire d'hypnotiser, son auditoire. Face à un public plus large, il assène des proclamations de principe fortes, parfois provocatrices, comme s'il était à la recherche d'un affrontement devant se conclure par une victoire sans appel sur la rue. Il agite ostensiblement une kyrielle de muletas devant le taureau du conservatisme social qu'il espère affaibli par les banderilles plantées par ses communicants. Le public de cette étrange corrida est appelé à applaudir le génial toréador, car il lui est rappelé avec insistance que, par son vote, il a procédé implicitement à l'achat d'un billet pour ce fascinant spectacle. Le problème est que les muletas brandies sont bien pâles, que le matador paraît de plus en plus un matamore. Il est en train de se révéler plus proche de Munich que de Madrid. La fascination d'Emmanuel semble tournée vers Édouard ; non pas son Premier ministre, mais Édouard Daladier. Cet ancien leader de la gauche modérée est le symbole d'une des formes les plus pernicieuses de l'esprit munichois. Quand il capitule à Munich face aux exigences des dictatures fascistes, il n'a pas la bêtise de croire, comme son homologue anglais, que ses concessions humiliantes ont sauvé la paix. Il sait dans son for intérieur que ces reculs qui se veulent habiles sont en fait lâches. Il partage, même s'il ne peut le dire, le jugement de Churchill. Celui-ci a eu au sujet du comportement des démocraties à Munich une formule définitive qui

reste malheureusement incontestable, à savoir qu'en acceptant le déshonneur pour éviter la guerre, on obtient en fin de compte la guerre et le déshonneur.

Si la situation actuelle ne connaît pas la même intensité dramatique, si bien que la comparaison peut paraître abusive, il n'en reste pas moins qu'Emmanuel Macron s'est engagé dans un processus où il est conscient de la nécessité du changement, de la transformation selon son expression, mais où il ne fait les choses qu'à moitié, accumulant les reculs et comptant sur l'oubli et la fumée répandue par sa communication à la fois institutionnelle et personnelle en vue de masquer son inaction relative.

Pour l'exprimer d'une manière plus claire et plus simple, céder sur l'aéroport de Nantes et annoncer que la nouvelle implantation à Notre-Dame-des-Landes est désormais abandonnée avait peut-être du sens sur le plan strictement technique, eu égard aux évolutions des transports dans la région nantaise depuis le moment où le projet a été lancé. Toutefois, compte tenu de l'ensemble des décisions antérieures ayant validé ce projet, décisions rappelées à plusieurs reprises par Emmanuel Macron lui-même pendant sa campagne présidentielle, il s'agit d'une capitulation pure et simple dont le but manifeste et à courte vue était d'éviter des affrontements violents avec une poignée d'exaltés.

Dans le cas de la SNCF, il a cherché une victoire médiatique sur les cheminots élevés depuis 1995 au statut d'opposition structurelle à la modernité pour les uns, incarnation de la régression sociale pour les autres, à

l'instar de ce que furent les mineurs britanniques dans les années 1970 et 1980. Or, la réelle victoire de Margaret Thatcher dans son affrontement avec les syndicats de mineurs n'est pas de les avoir acculés à reprendre le travail sans avoir obtenu satisfaction, mais d'avoir engagé le processus de privatisation du secteur charbonnier anglais ; le résultat en a été la mise en évidence de son manque criant de compétitivité et sa disparition complète. En effet, la gestion de ce secteur, devenue ainsi rationnelle, ayant conduit à sa disparition progressive, on peut dire que la volonté ferme de Mme Thatcher a permis à l'économie britannique de mener à bien sa « transformation ». La leçon à retenir de la politique de Mme Thatcher n'est pas la violence faite aux mineurs mais la cohérence de sa démarche dans la mise en œuvre du processus ayant conduit l'Angleterre de la période où sa richesse reposait sur l'empire colonial (les Indes) et le charbon (les « Indes noires ») à une période où son économie s'est réinventée autour de la finance et des nouvelles technologies. Transformer la France suppose non pas de faire la guerre aux cheminots tout en clamant qu'il ne sera jamais question de privatiser la SNCF, mais bel et bien d'annoncer que le temps du monopole public est derrière nous, et qu'à l'heure où les transports changent avec le covoiturage, les métros sans conducteurs, la privatisation des chemins de fer en Angleterre, mais aussi au Japon et en Suède, il n'est plus concevable de maintenir une organisation qui vit le jour en... 1938.

Changer le statut des cheminots sans même envisager de privatiser la SNCF plonge inutilement le pays

dans la paralysie. Il est ridicule de mener une politique violente en paroles et insignifiante en actes si la population doit subir en retour une dégradation objective de sa vie quotidienne.

Le but de ce livre est donc, à la lumière des premières réalisations effectives du macronisme, de pousser un cri d'alarme. Emmanuel Macron a construit sa démarche ou plus précisément sa marche triomphale vers le pouvoir sur l'affirmation d'idées « feuillantes » qu'il disputait avec constance et âpreté à son Premier ministre. Il a détruit systématiquement l'action et la crédibilité de Manuel Valls, avec comme objectif apparent de réaliser mieux que ce dernier le programme d'une gauche modérée sociale-libérale. Or, manifestement, après avoir écarté l'homme Valls de l'échiquier, il pense construire son maintien au pouvoir et assurer sa réélection sur l'abandon des idées qu'ils incarnaient.

Au commencement de l'aventure, Emmanuel Macron s'est affirmé sans ambages libéral, ou plus exactement social-libéral – tant le mot « libéral » est rejeté en France par le politiquement correct gauchisant qui assure la police de la pensée médiatico-mondaine. Néanmoins, depuis son élection, il se comporte de plus en plus en conservateur masqué, renonçant peu à peu à ce qui avait fait la substance et l'originalité de son projet.

Pour s'en convaincre, il suffit de regarder l'évolution de ses propos et de ses actes. Pour nous, un des textes

fondateurs du macronisme remonte à la fin août 2015. Il s'agit du discours que prononça alors Emmanuel Macron à l'université d'été du Medef. Il y déclarait notamment :

«Lorsqu'on a 57 % de dépense publique rapportée au PIB, ça n'est plus possible. Ça n'est plus possible... parce que c'est reporter le problème sur les générations à venir, c'est créer une iniquité intergénérationnelle nouvelle! C'est considérer que le traitement de nos difficultés d'aujourd'hui, les jeunes le paieront demain et que ça n'est pas notre problème. Et c'est avoir une forme de discours irresponsable quand on croit à l'Europe, ce qui est mon cas, et lorsqu'on constate que la moyenne des pays de la zone euro est de huit points inférieure à la nôtre. Donc notre ambition, notre perspective, c'est, d'ici à 2022, de revenir à 50 % de dépense publique rapportée au PIB.»

Dans le même discours, il martelait :

«La gauche a pu croire, à un moment, il y a longtemps, que la politique se faisait contre les entreprises, ou au moins sans elles, qu'il suffisait de décréter et de légiférer pour que les choses changent, qu'il n'était pas nécessaire de connaître le monde de l'entreprise pour prétendre le régenter, que la France pourrait aller mieux en travaillant moins. C'étaient de fausses idées.»

Un mois plus tard, le 18 septembre 2015, il était invité par le *think tank* En temps réel. Il y a parlé d'une société française engluée dans la rente, les monopoles et la défense des *insiders*. Puis, abordant le problème du



statut de la fonction publique, il n'hésita pas à déclarer qu'il était « inadéquat ».

Ainsi, Emmanuel Macron ministre de l'Économie d'un gouvernement socialiste, entendait baisser les dépenses de l'État, se débarrasser du statut de la fonction publique et plus généralement des rentes et de tous les monopoles qui freinent la croissance.

Voilà bien un programme libéral, au sens premier du terme. Il fut porté par le parti libéral anglais dès le XIX<sup>e</sup> siècle. Ce sont là les preuves d'une adhésion à un libéralisme actif proche de celui de Gladstone, ce chancelier de l'Échiquier attaché à l'équilibre budgétaire qui devint Premier ministre de Sa Gracieuse Majesté et resta, durant toute sa carrière, animé par la volonté de faire bénéficier les plus pauvres des fruits de la croissance.

À Jouy-en-Josas, en août 2015, *Washington perceait sous Londres* (d'après la formule qu'employait Hugo à propos de Bonaparte) ; Macron puise alors, en effet, certains traits de son discours dans ceux de Kennedy :

« Mesdames et Messieurs, mon message est simple. Ne vous demandez pas, ne vous demandez plus ce que votre pays peut faire pour vous. Il a fait maintenant beaucoup, je l'ai décliné, je l'ai rappelé. Et je m'y engage : nous continuerons à faire, c'est la seule – le prononcé fait foi – volonté du président de la République, c'est la volonté du Premier ministre. Mais demandez-vous à chaque instant, comme

cela a été fait tout à l'heure, ce que vous, vous pouvez faire pour notre économie, avec nous, parce que vous pouvez beaucoup. La reprise passe par l'entreprise.»

Nous sommes donc passés de Gladstone à Kennedy. De ce dernier, Macron a non seulement la jeunesse, mais aussi certaines idées dans la mesure où l'ancien président des États-Unis avait coutume de déclarer que les communistes ne pensaient qu'à abaisser les riches alors que lui ne voulait que relever les pauvres. Mais cela va plus loin. Au point où nous en sommes, Emmanuel Macron s'est transformé en un libéral américain : il accepte l'économie de marché, mais l'accompagne d'un État intrusif.

Qui ne constate qu'aujourd'hui l'abaissement de la dépense publique est moins urgent et que la réduction du déficit budgétaire s'accomplit lentement ? En pleine reprise économique, le déficit de l'État passera de 73 milliards d'euros en 2017 à 83 en 2018<sup>1</sup>. En 2018, le solde structurel des finances publiques, c'est-à-dire le déficit de long terme, celui qui subsiste indépendamment des fluctuations de court terme de la croissance et des améliorations conjoncturelles que nous connaissons en ce moment, sera de - 2 % du PIB, le même qu'en 2016, alors que nos engagements européens le fixent à - 0,5 % du PIB et que la moyenne de la zone euro est

---

1. Il s'agit du déficit budgétaire voté par le Parlement à l'automne 2017. Le gouvernement espère néanmoins que l'amélioration de la conjoncture économique permettra de terminer l'année 2018 avec un déficit moins lourd.

de  $-0,7\%$ . Quant aux fonctionnaires, on ne sait rien vraiment de leur statut futur, mais il est évident que leur nombre n'est pas appelé à augmenter. D'après les engagements de campagne, il devait baisser de 120 000 en cinq ans. Or ne sont prévues, dans le budget 2018, que 1 600 suppressions de postes.

En septembre 2015, dans son intervention à « En temps réel », Emmanuel Macron s'était offert le plaisir de se moquer de Nicolas Sarkozy, à une époque où celui-ci engageait sa stratégie qui se voulait irrésistible de reconquête du pouvoir. C'est ainsi qu'il ironisait :

« Il [c'est-à-dire Nicolas Sarkozy] n'a pas fait du thatchérisme, il l'a mimé. Il n'a pas touché aux droits sociaux, et il a augmenté la dépense publique ! »

La formule est heureuse, sur le fond et sur la forme. Elle confirme le talent politique et oratoire d'Emmanuel Macron. Son problème, c'est qu'elle pourrait aisément être retournée contre lui. Il serait en effet assez pertinent de l'accuser de mimer Blair et Schröder mais d'ignorer superbement le contenu de leur manifeste de juin 1999 visant à donner une version modernisée d'une politique réformatrice.

Notre objectif est ici d'analyser et d'expliquer la dérive de celui que nous avons pu croire « feuillant » – et, fondamentalement, bien plus inspiré par Gladstone que par Kennedy –, en essayant d'évaluer dans quelle mesure, d'ici à 2022, la trajectoire peut être rectifiée.

Inquiétude d'autant plus légitime que l'in vraisemblable affaire Benalla ferait plutôt songer au président Nixon, empêtré dans les mensonges du Watergate, qu'au JFK porteur d'espoir dans une Amérique lasse de l'immobilisme d'Eisenhower... Quoi qu'il en soit, cette sinistre affaire a surtout montré la fragilité de la personnalité complexe d'Emmanuel Macron. Personnalité sur laquelle nous commencerons donc, pour amorcer notre réflexion, par avancer quelques considérations...